

COMMUNIQUÉ CFTC

PFUE : la CFTC dans l'attente du détail des mesures

Emmanuel Macron dévoilait cet après-midi à la presse ses priorités concernant la Présidence française du Conseil de l'Union européenne. Réactions de la CFTC.

Le discours d'Emmanuel Macron devant la presse pour présenter la PFUE s'articulait autour de trois axes : « relance, puissance, appartenance ». La CFTC aurait aimé que « confiance » et « vigilance » accompagnent davantage ces thématiques. En effet, il ne peut y avoir de sentiment d'appartenance sans la confiance. Et celle-ci peut et doit passer par le dialogue social à l'échelle européenne. Les partenaires sociaux européens ont à ce titre un rôle fondamental à jouer. En effet, pour la CFTC, accentuer le devoir de vigilance des entreprises doit être une priorité à la fois au plan social et environnemental.

Le sentiment d'appartenance passe également par des règles communes. La PFUE doit être le moment pour aboutir sur la question du salaire minimum européen. A ce titre, la CFTC soutient les propositions formulées par la CES dont elle est membre. La CFTC attend d'Emmanuel Macron, qu'il fasse siennes les propositions de la CES plus ambitieuse que celles portés jusqu'alors par le Conseil de l'UE dont il prend la présidence.

La CFTC rejoint par ailleurs la vision, renforcée par la crise du Covid, de la nécessité d'un nouveau modèle de production et de croissance s'appuyant sur des alliances industrielles européennes. L'Europe dispose effectivement de la « taille critique » pour concevoir, fabriquer, écouler, recycler tous les biens et services nécessaires à son indépendance. Cette dernière doit viser notamment la souveraineté sanitaire, alimentaire ou encore énergétique.

La lutte contre le dumping (fiscal, social, environnemental) doit devenir une priorité. La CFTC soutient ainsi la proposition de créer une taxe carbone aux frontières de l'UE. Elle souligne en revanche l'impérieuse nécessité d'associer l'ensemble des acteurs concernés.

L'Europe doit aussi durant la présidence française devenir un rempart aux dérives constatées des géants du numérique, les GAFAM, plus puissants que certains Etat de l'Union. La CFTC ne peut donc que saluer les intentions d'Emmanuel Macron en matière de taxation minimale des multinationales.

De la même manière, la CFTC, convaincue que <u>la relance passe par une montée en gamme</u> et le développement de technologies de pointe soutient l'idée de renforcer l'industrie et la recherche et de promouvoir des emplois de qualité, plus qualifiés donc mieux rémunérés. Elle aurait cependant aimé en entendre davantage sur le rôle clé de la formation professionnelle.

En outre, la déclinaison ambitieuse au niveau national des cibles européennes du socle européen des droits sociaux est indispensable pour concrétiser les avancées sociales européennes. Les partenaires sociaux doivent être sans concession sur le suivi et l'atteinte de ces objectifs à la fois au plan national et européen. Pour la CFTC, l'effort doit être particulièrement fort pour améliorer l'accessibilité à l'emploi des seniors, des jeunes ou des personnes en situation de précarité, qui ont été fortement impactés par la crise du Covid.

Enfin le Président a évoqué l'organisation les 10 et 11 mars d'un sommet européen visant à penser ce nouveau modèle de croissance européen. La CFTC souhaite vivement que les syndicats européens, via la CES, y soient pleinement partie prenante.